

Chapitre 1

De l'immigration à la diversité culturelle : Perspective urbaine

La figure de l'étranger a toujours été au cœur de l'analyse urbaine dans ses dimensions sociales. En effet, l'étranger tel que décrit par le sociologue G. Simmel au début du vingtième siècle est emblématique de la modernité en ce qu'il s'inscrit en rupture avec les formes communautaires du passé. La ville et l'étranger sont indissociables l'un de l'autre, et c'est cette double entrée à l'analyse des dynamiques de cohabitation interethnique que ce chapitre propose d'explorer, la notion d'étranger étant donc ici prise dans une acception plus littérale. Nous commencerons donc par rappeler brièvement les jalons posés à cet égard par l'École de Chicago. Mais auparavant, il convient de situer succinctement l'importance de l'immigration et de la diversité culturelle dans une perspective urbaine. Nous rappellerons ensuite de manière synthétique comment l'immigration et la diversité culturelle participent à la structuration de l'espace social des villes, principalement à travers les travaux fondateurs de l'École de Chicago. La dernière section de ce chapitre aborde la question de la cohabitation interethnique, qui se situe au cœur de notre approche. Nous présenterons un rapide tour d'horizon de la littérature sur la cohabitation interethnique et des principaux constats qui en découlent.

1.1 Migrations internationales, villes et diversité culturelle

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les mouvements migratoires à l'échelle internationale ont pris une ampleur sans précédent. En Europe, ce phénomène correspond au déplacement et à la réinstallation d'une trentaine de millions de personnes, ce qui en fait l'un des plus vastes mouvements migratoires de l'histoire de l'humanité (Castles et Miller, 1998). À l'échelle mondiale, les mouvements migratoires internationaux représentaient en 1993 pas moins de 100 millions d'individus vivant à l'extérieur de leur pays de naissance, dont près de 18 millions à titre de réfugiés (Williams, 1994). L'intensification des flux migratoires internationaux s'explique en partie par les stratégies démo-politiques des nations dites industrialisées pour contrer les effets d'une baisse de natalité généralisée. La mobilité croissante des capitaux et des

biens, de même que l'adoption de plusieurs traités internationaux à cet effet, contribuent à amplifier davantage les mouvements de population transfrontaliers.

Aujourd'hui, dans les principaux pays d'immigration d'Europe et d'Amérique du Nord, les immigrants comptent pour environ 10% de la population totale (Portes, 2000). À peu près partout, la population immigrante se concentre dans les régions métropolitaines les plus peuplées. Aussi les immigrants ont-ils plus tendance que les natifs à vivre dans les régions métropolitaines et surtout, dans les grandes villes. Au début des années 1990 aux États-Unis, par exemple, plus de la moitié de la population immigrante totale du pays était concentrée dans les neuf régions métropolitaines dont la population totale était supérieure à 5 millions d'habitants (US Census Bureau, 2001). Le caractère urbain de l'immigration contemporaine est également évident dans la plupart des États européens (Castles et Miller, 1998 et Vertovec, 1998).

Ne serait-ce qu'en vertu de son importance numérique, l'immigration se présente ainsi comme un phénomène incontournable pour comprendre les dynamiques urbaines contemporaines. Mais les migrations internationales contribuent aussi à faire des grandes villes des lieux de brassage et de créativité. Les villes et les régions métropolitaines deviennent des acteurs de premier plan dans la mise en place et la structuration de l'économie mondialisée. Plusieurs analyses sur des villes américaines telles que Miami, Chicago, New York, et Los Angeles ont révélé que les villes « branchées » de l'économie mondiale bénéficiaient des avantages découlant de la présence d'un nombre important d'immigrants, dont notamment les réseaux transnationaux de certains groupes et les sociétés étrangères (Sassen, 1994; Portes, 2000). Pour sa part, S. Zukin (1995) a exploré l'originalité et la créativité des cultures urbaines issues de l'immigration et de la diversité. Le positionnement des villes dans le nouvel ordre économique, basé sur leur « compétitivité », stimule souvent la mise en valeur des différences culturelles dans la production d'une image cosmopolite et ouverte sur le monde (Kennedy, 2001). Ce type de stratégie s'appuie entre autres sur l'importance symbolique des lieux ethniques et multiculturels de la ville pour définir cette image, contribuant ainsi à leur valorisation, notamment par certaines catégories sociales associées avec les milieux artistiques et intellectuels.

Mais l'intensification des vagues migratoires internationales et la concentration spatiale des immigrants soulèvent un certain nombre de défis liés, entre autre, à l'insertion économique (Cross et Waldinger, 1999), sociale (Vertovec, 1999) et urbaine (Lithman, 1999) de ces immigrants. Ces défis sont d'autant plus grands qu'ils s'inscrivent dans une période historique caractérisée par des changements profonds, dont la restructuration économique et la montée subséquente des inégalités sociales dans nombre de sociétés postindustrielles. Comment assurer la viabilité sociale (*social sustainability*) des métropoles du 21^{ème} siècle (Polèse et Stren, 2000)? C'est souvent dans un climat économique et social difficile que les villes doivent revoir leurs stratégies d'intervention et de gestion du social afin de soutenir la participation à la vie économique, sociale et politique des anciens et des nouveaux citoyens. Nombre d'études et de recherches au cours de la dernière décennie ont mis en évidence les problèmes concrets vécus par les régions urbaines accueillant un grand nombre d'immigrants, où les mécanismes d'accueil et d'insertion ont fait défaut. Aussi certains ont-ils documenté les tensions, les ségrégations et la violence ayant secoué nombre de villes et de quartiers de part et d'autre de l'Atlantique, qu'il s'agisse des banlieues françaises ou des ghettos noirs américains (Body-Gendrot, 1998; Jacquier, 1991, 1992). La vision apocalyptique de Los Angeles offerte par M. Davis dans son ouvrage intitulé *City of Quartz* (1990) représente la tendance extrême de ce discours sur l'inévitable échec de la tolérance pluraliste dans les villes américaines.

La concentration des immigrants dans les grandes villes fait ressortir un paradoxe fondamental : si ce sont, le plus souvent, les États nationaux qui initient et contrôlent les flux d'immigration, ce sont les villes et les gouvernements locaux qui doivent absorber cette nouvelle population. Or les unités territoriales qui doivent accueillir les immigrants ont généralement peu de contrôle sur le nombre et les caractéristiques des immigrants qui leur sont destinés (Portes, 2000). En parallèle, la territorialisation d'un nombre croissant de politiques nationales, surtout dans le domaine du social, de même que la formulation de plus en plus répandue de politiques locales à caractère social, contribuent à l'émergence des villes en tant qu'acteurs sociaux et politiques de première importance. Plusieurs travaux en France et en Angleterre ont fait ressortir l'importance des contextes institutionnels et politiques locaux dans les stratégies d'intégration visant certains groupes sociaux et immigrants particuliers (Lapeyronnie, 1993). Ces travaux découlent du constat que ce sont les gouvernements municipaux qui sont souvent les

plus directement interpellés par la diversification des populations urbaines (en termes de services publics, de logement, d'éducation, d'organisation communautaire, etc.), bien que ceux-ci ne possèdent souvent pas les moyens politiques ou financiers pour intervenir efficacement dans ces secteurs de la vie publique. Rappelons enfin que c'est aussi à l'échelle des gouvernements locaux que les enjeux électoraux concernant cette population sont les plus importants, ce qui explique en partie pourquoi ils ont tendance à être plus sensibles aux besoins et aux préférences de la population immigrante et des communautés ethniques (Rogers, 1998).

Enfin, la prépondérance des villes dans l'articulation des droits et des devoirs associés à la citoyenneté n'est pas non plus étrangère à la remise en cause de l'État-nation en tant que source d'identité collective et de solidarité (Holston et Appadurai, 1996; Bauböck, 2003; Rogers, 1998). Comme le rappelle A. Rogers (1998 : 227), c'est aussi à l'échelle des villes que « les contradictions entre la conception universaliste et des conceptions plus différenciées de la citoyenneté sont le plus manifeste ». La citoyenneté en ce sens se définit comme un « corps général de droits, de devoirs et d'activités des individus et des groupes ayant trait à l'expression de leurs intérêts vis-à-vis des décisions émanant de la sphère publique qui influent sur leurs chances dans la vie, leur qualité de vie et/ou leur représentation auprès des autres dans la société » (Vertovec, 1998 : 212). Mais la question d'une citoyenneté urbaine (*Urban Citizenship*) n'est pas entièrement nouvelle, comme en témoignent les travaux pionniers de H. Lefebvre sur « le droit à la ville », qui concevait déjà à l'époque la ville comme un espace politique incontournable dans le contexte des sociétés post-industrielles.

Plus fondamentalement, la reconnaissance de la ville comme le théâtre quasi naturel des phénomènes liés à l'immigration et à la diversité culturelle accompagne d'une certaine manière la réintroduction de l'espace dans l'analyse des questions sociales. La ville n'est plus simplement une toile de fond sur laquelle s'inscrivent les grands enjeux de société; l'espace urbain se présente plutôt à la fois comme matrice et enjeu dans la production et la reproduction des rapports sociaux.

1.2 La ville, laboratoire du social

Depuis les travaux fondateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui la sociologie urbaine, les villes, notamment en raison de leur rôle central dans l'accueil et l'insertion des immigrants, sont perçues comme les creusets de formes variées d'ethnicité et de différence. La figure de l'étranger étudiée par G. Simmel (1908) dans le cadre de son observation de la ville moderne (c'est-à-dire pour lui la métropole industrielle de la fin du dix-neuvième siècle) incarne cette notion de la différence culturelle, de l'altérité. Cette nouvelle forme sociale se réalise à travers le rapport à l'inconnu, à cet Autre que l'on côtoie dans les espaces publics de la ville mais à l'endroit duquel on maintient ses distances. L'étranger de Simmel se définit à partir de trois caractéristiques principales: par sa mobilité, puisqu'il arrive de l'extérieur pour s'installer dans un nouveau groupe spatialement défini, et que c'est cette mobilité qui l'amène à rencontrer un grand nombre de personnes mais toujours de façon ponctuelle; deuxièmement, par une certaine objectivité, dans la mesure où sa position d'*outsider* par rapport au groupe lui permet une certaine liberté; enfin, parce qu'il est à la fois proche et lointain, la relation qui se développe avec l'étranger est de nature plus abstraite et instrumentale que celles de type primaire caractéristiques de la société rurale. En somme, parce qu'il maîtrise le jeu de la communication dans la distance avec les inconnus qui composent la société urbaine, l'étranger représente la figure même de l'urbanité (Grafmeyer et Joseph, 1984).

Pour Simmel, si la ville est creuset d'innovation et de progrès, elle incarne aussi l'effritement des formes sociales traditionnelles au profit de formes plus vagues et éphémères d'interaction entre les individus. Plusieurs auteurs, dont F. Tönnies, avaient déjà commenté le déclin des relations sociales basées sur les liens personnels, fonctionnant à l'affectivité et reposant sur l'identification de l'individu au groupe (parenté, amitié, voisinage etc.) En contraste, le mode de vie urbain implique des relations plus impersonnelles, voire instrumentales, qui n'engagent qu'un segment de la personne (contrat, relation d'affaires, intérêt commun, etc.). Cette idée sera reprise plus tard par L. Wirth dans un article maintenant classique intitulé « Urbanism as a Way of Life » (1938).

Pour l'essentiel, le phénomène urbain s'accompagne donc d'une complexification des relations sociales qui ne se fondent plus uniquement sur l'attachement affectif et la

proximité (spatiale ou sociale). Le citoyen urbain moderne peut donc, à l'image de l'étranger de Simmel, composer avec la proximité/distance selon les circonstances : la proximité spatiale n'impliquant plus la proximité sociale, l'on peut tolérer même la promiscuité dans les espaces publics, dans la mesure où chacun conserve sa réserve mentale et son quant-à-soi. D'une certaine façon, le mode de vie urbain permet ainsi de se défaire du fardeau de la tyrannie de l'intimité, pour reprendre l'expression de R. Sennett (1979).

Mais si la mobilité est à l'ordre du jour de ce nouveau mode de vie urbain, les chercheurs de l'École de Chicago s'intéressent aussi à la persistance des modes de structuration de la communauté fondés sur la proximité spatiale. Dans les modèles mis de l'avant notamment par R. Park, la grande ville prend la forme « [d'] une mosaïque de peuples ségrégués qui diffèrent entre eux par la race, la culture ou simplement la religion, chacun d'eux cherchant à préserver ses formes culturelles spécifiques et à maintenir ses conceptions de vie particulières et uniques » (cité dans Wirth, 1980 :17). L'effet structurant de ces communautés spatialement définies contribue à faire de la ville moderne un espace de différenciation culturelle et sociale. Park et ses collègues ont aussi identifié des mécanismes écologiques permettant un « triage » de la population urbaine en des « groupes sociaux naturels », alors que des processus ségrégatifs engendreraient une distribution dans l'espace résidentiel de ces groupes en autant d'aires géographiques correspondantes. Dans le cas des regroupements à caractère ethnique, Park propose que ces aires naturelles se structurent tout d'abord sur une base linguistique et culturelle, et ensuite en fonction de la « race ». À l'intérieur même des colonies immigrantes et des quartiers ethniques (que Park désigne par le terme *ghetto*), une différenciation spatiale plus fine s'opère ensuite en fonction de la vocation professionnelle et de l'ambition personnelle. Cette manière de concevoir le fonctionnement de la société urbaine se fonde donc sur une association entre distance spatiale et distance sociale : les quartiers urbains rassemblent dans la proximité résidentielle des populations aux caractéristiques socio-économiques et ethniques similaires; inversement, la distance physique sépare les quartiers pauvres et immigrants proches du centre-ville et les quartiers de banlieue mieux nantis de la périphérie.

Ce modèle spatial en mosaïque renvoie aussi à un modèle de relations sociales fondé sur le maintien des distances aux fins de la préservation des spécificités ethniques. Le

célèbre modèle concentrique élaboré par E.W. Burgess décrit ainsi le processus par lequel les immigrants, au fur et à mesure de leur assimilation de valeurs de la société dite d'accueil, améliorent leurs conditions socio-économiques et rejoignent les banlieues de la population dite native. Le modèle de Burgess permet également d'identifier différents types d'espaces résidentiels, des quartiers de transition et d'accueil des nouveaux immigrants situés près des zones centrales aux quartiers de deuxième et de troisième implantation que représentent les banlieues de classe moyenne et supérieure. La trajectoire socio-spatiale de l'immigrant voudrait ainsi qu'il accède à des quartiers de moins en moins ethniquement marqués au fur et à mesure de son assimilation progressive à la société d'accueil.

Délaissant, du moins pour un temps, les modèles jugés trop figés de l'École de Chicago, la plupart des travaux subséquents sur la ville ont envisagé le rapport à l'espace urbain des groupes immigrants et ethniques plus en termes de trajectoires et de parcours qu'en termes d'une territorialité figée dans le temps et dans l'espace. Les réseaux transnationaux développés par les immigrants et les groupes ethniques sont un exemple de la manière dont la dispersion d'un groupe à travers l'espace physique peut servir de ressource pour le maintien, voire même le développement d'une identité culturelle distincte. Au lieu d'évacuer l'espace des rapports sociaux, ces réseaux transnationaux mettent plutôt en lumière le fait que ces groupes investissent simultanément plusieurs espaces différents, parfois séparés par de très grandes distances (Vertovec, 2002).

Par ailleurs, la mort annoncée par les sociologues de la communauté et des formes sociales basées sur les liens de proximité est remise en question par nombre de travaux des deux côtés de l'Atlantique. Plusieurs de ceux-ci portent d'ailleurs sur le quartier, particulièrement en ce qui a trait à son rôle dans diverses pratiques de sociabilité et de consommation. Aussi les conclusions sur la délocalisation des rapports sociaux sous l'effet combiné de la maîtrise de la mobilité spatiale et de l'individuation croissante qui caractérisent la société urbaine dite moderne (Giddens, 1990 ; Ascher, 1998) ont-elles tout intérêt à être nuancées. Il demeure en effet que pour plusieurs groupes, dont certains se définissant à partir de caractéristiques ethniques, l'agrégation résidentielle avec d'autres ménages partageant une ou plusieurs caractéristiques ethniques communes demeure une préférence et ce, indépendamment du statut socio-économique.

Si leurs modèles explicatifs se sont butés à la critique et font encore l'objet d'une certaine controverse, les travaux de l'École de Chicago ont néanmoins le mérite d'avoir mis en lumière le rôle des communautés ethniques territorialisées dans le processus d'intégration à la société majoritaire (Bastienier et Dassetto, 1993). Aussi le *ghetto* de L. Wirth, tout comme le *slum* qu'a étudié Zorbaugh, sont-ils appréhendés non pas comme des dysfonctionnements urbains, mais plutôt comme des « aires naturelles », des communautés spatialement délimitées mais ayant une fonction sociale spécifique pour leurs populations. Cette perspective sociologique contraste avec les écrits à caractère moralisateur de plusieurs auteurs de l'époque, qui considéraient le ghetto comme faisant partie des désordres associés à la ville moderne (Callow, 1982).

Des travaux subséquents ont bien fait ressortir les fonctions à la fois urbaines et sociales de ces territoires, de même que la variété des cas de figure que peuvent adopter les quartiers immigrants et ethniques (Remy, 1990; Toubon et Messamah, 1990; Charbonneau et Germain, 1998; Simon, 1992). Par exemple, les quartiers d'accueil et de transition des immigrants identifiés par l'École de Chicago se retrouvent aujourd'hui de plus en plus souvent en périphérie des centres urbains, et non plus systématiquement dans les zones dégradées bordant les centres-villes, tel que proposé par le modèle des zones concentriques de Burgess. L'enclave ethnique se présente plutôt comme un lieu charnière entre le pays d'origine et le pays d'accueil, et agit comme espace de concentration résidentielle et économique pour un groupe immigrant particulier. Jean Remy (1990) parle dans ce cas du quartier fondateur, qui peut aussi représenter un lieu de ressourcement symbolique pour ceux qui l'ont quitté pour vivre ailleurs. Enfin, il faut ajouter à cette liste les quartiers de deuxième, voire de troisième implantation d'un groupe immigrant ou ethnique, qui combinent le plus souvent des fonctions résidentielles et commerciales et qui se retrouvent souvent en banlieue. C'est le cas notamment des *ethnoburbs* décrits par Li (1998). Dans ces quartiers, la recherche du confort culturel se conjugue le plus souvent avec une affirmation de la réussite socio-économique pour forger une image du quartier qui n'a plus grand chose à voir avec le ghetto d'immigrants.

En fonction de la diversité des cas de figure que nous venons d'évoquer, que peut-on conclure du rôle de la proximité spatiale dans le maintien des identités culturelles ? En premier lieu, depuis les travaux de l'École de Chicago, quantité d'études,

particulièrement en Amérique du Nord, ont confirmé que le regroupement résidentiel des immigrants est un phénomène qui tend à persister dans le temps pour certains groupes, même au-delà des deuxième et troisième générations. Ce constat fait ainsi échec au modèle classique d'assimilation-dispersion de l'École de Chicago. Aussi la question de la concentration résidentielle constitue-t-elle à peu près toujours un élément central des théories de maintien culturel et de cohésion des groupes ethniques (Herberg, 1989). Ceci s'explique notamment par le rôle de la ségrégation résidentielle dans le développement et le maintien de ce que R. Breton a appelé la complétude institutionnelle (même si Breton lui-même ne discute pas du lien entre ces deux phénomènes) (Dreidger et Church, 1974; Rosenberg et Jedwab, 1992), ainsi que dans les liens d'entraide et d'amitié, mais aussi de réseaux et de niches économiques qui contribuent à la progression économique des groupes qui les maintiennent (Portes, 1995; Waldinger, 1993).

Le plus souvent, le regroupement ethnique a été abordé sous l'angle de la ségrégation ethnique, c'est-à-dire dans la perspective de la séparation physique entre ces groupes et la population dite native (Balakrishnan, 1976, 1982; Reitz, 1980). Les causes et les facteurs de la persistance de ces regroupements ethniques sont nombreux, et relèvent généralement à la fois des contraintes et des préférences des individus, mais aussi des contextes urbains dans lesquels ils s'inscrivent. Parler de ségrégation, c'est parfois oublier que la proximité résidentielle résulte souvent moins d'un processus de ségrégation (au sens d'une relégation autoritaire de la part du groupe culturel dominant) que d'une agrégation volontaire, en fonction des préférences et de la recherche d'un certain confort culturel (McNicoll, 1993). Aussi l'agrégation résidentielle peut-elle être considérée à la fois comme un dispositif de maintien de l'entre-soi et des identités culturelles, et un mécanisme de mise à distance de l'Autre. En effet, il est difficile de parler de différence sans parler de distance, qu'elle soit spatiale ou/et sociale.

Si l'agrégation résidentielle, et par là l'identification à un groupe ethnique, ne constitue pas un frein à la mobilité sociale (Isajiw, Sev'er et Driedger, 1993) ni à l'insertion économique (Reitz, 1980), il y a lieu de s'interroger, à la suite de M. Qadeer (2003), sur le rôle de l'agrégation résidentielle des immigrants et des groupes ethniques dans leurs relations avec l'Autre, que ce soit à l'échelle concrète du quotidien ou à celle, plus

abstraite, des représentations sociales. C'est ce que nous proposons de faire dans la section qui suit.

1.3 De la diversité culturelle à la cohabitation

Nous avons vu les différentes manières dont peut s'articuler le rapport entre des groupes sociaux définis en fonction de caractéristiques ethnoculturelles et l'espace urbain. Ces articulations renvoient d'une part aux trajectoires résidentielles et à la mobilité des individus et des groupes, et de l'autre à des déterminants imputables au cadre urbain lui-même : « la structure du parc de logements, sa distribution territoriale, la conjecture de l'offre immobilière et locative, la configuration des activités et des emplois, les interventions des pouvoirs publics commandent de multiples manières le jeu des migrations, des mobilités et des immobilisations de l'espace urbain » (Remy, 1998 : 158). C'est ainsi que les processus de ségrégation/agrégation combinent en proportions variables la mise à l'écart délibérée de l'autre, la recherche du semblable, mais aussi les inégalités des ressources dans l'accès au logement.

Cette tension entre proximité-distance avec l'Autre se révèle un angle d'approche d'autant plus pertinent que se multiplient à l'échelle urbaine les quartiers multiethniques, c'est-à-dire dont les populations présentent une grande variété d'origines nationales et ethnoculturelles. Si certains quartiers affichent des dominances au profit d'un ou de deux groupes, d'autres sont plutôt mixtes, qu'il s'agisse d'immigrants (nouveaux ou anciens) ou de « natifs » déclarant des origines ethnoculturelles variées. Denton et Massey (1991) et Alba et al. (1995) ont bien montré que le processus de transformation sociale des quartiers urbains était un phénomène complexe, et qu'en fait les quartiers mixtes devaient être considérés comme l'un des principaux types de quartiers dans l'espace résidentiel américain contemporain. Dans les métropoles canadiennes, Fong et Gulia (2000) en arrivent à des conclusions semblables quant à la multiplication des secteurs multiethniques¹.

¹ Notons toutefois que ce constat n'est pas incompatible avec les conclusions de recherches récentes au sujet de l'augmentation du nombre de secteurs où plus du tiers de la population appartient au même groupe ethnoracial (Hou, 2004). En effet, cet auteur constate aussi une diminution du nombre de secteurs où les minorités visibles sont absentes ou peu présentes, ce qui indique que les quartiers de minorités ne sont pas le seul choix ni même la

Les formes et fonctions que peuvent adopter les différentes configurations spatiales que représentent les agrégations résidentielles, commerciales et institutionnelles associées à ces groupes traduisent ainsi diverses formes de *territorialités*. Nous entendons par là un rapport à l'espace et à ses occupants qui est marqué par une double relation d'inclusion et d'exclusion. Elle implique la définition d'un « nous » et d'un « autre » et sous-tend un processus d'appropriation par un groupe social (le « nous ») d'une portion d'espace². Dans les cas où ce processus de différenciation implique des groupes définis au moins en partie en fonction de critères ethnoculturels, comment ces diverses territorialités se traduisent-elles dans les relations interethniques à l'échelle de la vie urbaine ?

Aux Etats-Unis, un courant de recherche s'est ainsi développé autour des conflits et des tensions qui accompagnent la transformation ethnique des quartiers urbains. La plupart du temps, ces analyses révèlent que l'installation de nouvelles populations (surtout lorsqu'elles sont d'un statut social inférieur) dans un quartier établi engendre généralement des conséquences négatives liées à la dégradation du cadre bâti et du tissu communautaire (Flippen, 2001). Toutefois, plusieurs études ont montré que la dégradation du quartier n'est pas une conséquence inévitable de l'installation de nouvelles populations et que certains facteurs, principalement politiques et institutionnels, contribuaient souvent à nuancer ce rapport (Taub et al., 1984; Suttles, 1968). Par ailleurs, ces tensions sont souvent appréhendées comme des conflits ethniques ou raciaux entre populations blanches d'une part et groupes minoritaires ethnoraciaux (noirs, hispaniques, ou asiatiques) de l'autre. Romer et al. (1997) proposent deux manières d'expliquer ces tensions: en premier lieu, dans le droit fil des observations de N. Elias (1965) dans un quartier populaire anglais, les conflits et les tensions résulteraient principalement de la compétition pour les ressources matérielles, symboliques et politiques entre les résidents établis et les nouveaux résidents. Certains facteurs associés à la dynamique locale peuvent atténuer les effets de cette compétition, dont la présence d'un réseau institutionnel et communautaire inclusif permettant aux différents groupes de travailler à des causes communes, une certaine stabilité dans l'équilibre entre les différents groupes, de même que des politiques urbaines visant à

destination de prédilection en matière résidentielle.

améliorer la qualité de vie pour tous les résidants (Wilson et Taub, 2003; Romer et al., 1997). En second lieu, ces tensions intercommunautaires peuvent être associés à des différences ethniques et/ou raciales et aux discours qui les sous-tendent. Dans cette logique, les résidants établis tendent à blâmer les nouveaux venus pour les problèmes associés aux changements dans la composition de la population d'un quartier, mais en centrant leur discours sur des différences ethniques ou raciales (les auteurs utilisent le terme *Ethnic Blame Discourse* pour désigner ce processus). Les résultats de l'étude de Romer et al.. basée sur des entretiens avec plus de 500 résidants de différents quartiers à Philadelphie, soutiennent cette dernière hypothèse. Cette étude met également en lumière qu'il n'existe que peu de rapport entre l'ampleur des problèmes vécus dans le quartier et l'attribution de ces problèmes à des différences ethniques : autrement dit, ce processus peut contribuer à créer des tensions supplémentaires entre les groupes, en plus de celles engendrées par la compétition intercommunautaire. Les auteurs expliquent aussi que le discours sur l'ethnisation des problèmes ne se limite pas aux individus susceptibles d'être porteurs de préjugés raciaux, et que ce phénomène tend à être plus marqué chez les populations plus instruites et dont le revenu est plus élevé que la moyenne.

Cette réflexion nous invite à revoir la manière d'envisager l'ethnicité et les relations interethniques, et à les appréhender sous l'angle de leur inscription dans les espaces de la vie quotidienne. Il faut dire que, jusqu'aux années 1970, l'immigration a souvent été perçue dans la littérature (et dans le discours politique) comme un processus à sens unique, une démarche qui relèverait surtout des efforts des immigrants pour s'intégrer à une structure socio-économique, politique et culturelle déjà en place et relativement fixe. Les travaux de sociologie qui se sont penchés sur les questions d'immigration ont surtout favorisé une approche « par le haut », axée sur l'impact de ce phénomène au niveau des structures institutionnelles. Le retour de l'acteur dans la théorie sociologique, pour reprendre le titre de l'ouvrage bien connu d'Alain Touraine (1984), correspond avec le développement d'une approche plus sensible, attentive aux interactions dans les temps et dans les lieux du quotidien. Conjuguée à l'influence bien sentie de l'ethnologie dans le champ de la sociologie urbaine, cet intérêt renouvelé pour l'acteur permet de porter une attention plus particulière aux nouveaux comportements et aux nouvelles

² Cette définition est celle proposée par Séguin (1997), s'inspirant de Raffestin (1980) et de Le Berre (1992).

valeurs des groupes étudiés, ainsi qu'à l'observation des espaces de cohabitation entre immigrés et natifs. Que l'on parle d'échange, de négociation, voire même de conflit entre différents groupes au sein d'un espace donné, cette perspective montre l'intérêt d'aborder ces transactions interculturelles en tant que productrices de nouvelles formes sociales et culturelles (Remy, 1996).

Cette approche centrée sur les dynamiques entre acteurs sociaux partageant un même espace local suppose donc que, d'un milieu local à un autre, en fonction du jeu des acteurs, le résultat ne sera pas le même. La notion d'effet de milieu développée par Jean Remy (1998) s'avère utile pour explorer cette hypothèse. La notion de « milieu » en sociologie n'est pourtant pas nouvelle ; E. Durkheim s'en était servi pour introduire la variation de milieu comme facteur explicatif de l'évolution des solidarités sociales. Pour Jean Remy (1998) un milieu se conçoit comme « [...] un lieu de convergence non intentionnelle entre une pluralité de trajectoires individuelles débouchant sur une solidarité d'effets ». En effet, les trajectoires socio-spatiales des individus et des groupes ne peuvent être comprises de façon strictement linéaire; leur évolution dans l'espace urbain renvoie à des stratégies (économiques, familiales, sociales, identitaires) et à des contraintes dont la complexité recoupe celle des choix et des possibilités individuelles et collectives. Cette convergence des trajectoires induit des avantages et des désavantages qui sont constitutifs de l'ambiance de ce milieu. Dans cette perspective, les caractéristiques sociales des habitants se combinent avec celles des trajectoires individuelles et collectives pour donner lieu à une chimie sociale particulière.

Y. Grafmeyer (1999) va dans le même sens lorsqu'il parle d'effets de composition qui marquent l'écart entre les logiques qui animent les actions individuelles et celles qui découlent de l'interdépendance entre ces actions. Grafmeyer insiste aussi sur la complexité des éléments qui les définissent et sur leur variabilité contextuelle : autrement dit, un facteur donné peut ne pas générer les mêmes effets d'une situation à une autre. L'auteur donne l'exemple des trajectoires résidentielles pour lesquelles, par exemple « l'effet combiné d'exigences minimales en matière de voisinage peut, sous certaines conditions, engendrer des configurations ségrégatives qui contredisent la relative mixité résidentielle dont chaque individu pris en particulier aurait accepté de se satisfaire ». (1999 : 159). La notion d'effet de milieu permet donc de faire ressortir

certaines dynamiques ou caractéristiques qui contribuent à prêter à une situation donnée dans un espace donné un caractère particulier.

Dans cette perspective, les analyses localisées peuvent être révélatrices de dynamiques et de facteurs contextuels qui contribuent souvent à compléter ou à nuancer les analyses sociologiques axées sur des phénomènes à plus grande échelle. C'est particulièrement vrai dans le cas de certaines catégories de population, dont les immigrants et certains groupes culturels. Yves Grafmeyer (1994) propose aussi que l'étude des jeux de proximité/distance qui sous-tendent la cohabitation interethnique considère les interférences entre trois ordres de phénomènes : les configurations spatiales associées à ces positions et à ces relations (trajectoires, réseaux, usage des espaces publics et des services, etc.); la nature et l'ampleur des relations qui s'instaurent entre les individus (liens familiaux ou amicaux, sociabilité, voisinage, vie associative, etc.); les caractéristiques objectives qui définissent les positions des individus et des groupes au sein de l'espace social (statuts socio-économiques, ethnies, etc.).

V. de Rudder (1991) propose une approche similaire, qui appréhende la cohabitation en fonction de trois niveaux différents : un niveau macro-social (celui des rapports sociaux interethniques); un niveau méso-social (celui des relations sociales interethniques); et, à un niveau plus abstrait où se forment les représentations réciproques des groupes, ainsi que celles se rapportant à la relation de coexistence comme telle. Premièrement, pour saisir ces dynamiques dans une perspective inter-groupe, il faut tenir compte des statuts et des positions relatives des groupes en présence sur les plans économiques, sociaux, et institutionnels; ces statuts et positions relevant de structures sociales plus globales forment ce que de Rudder appelle les rapports sociaux interethniques. Deuxièmement, au niveau méso-social, les relations sociales interethniques supposent un contact qui peut générer différentes formes d'interactions d'intensité plus ou moins prononcées. Enfin, au cœur de l'articulation entre faits de structure et faits de conjoncture œuvrent les identifications et les représentations réciproques des groupes et celles concernant la relation de coexistence en tant que telle.

Dans cette perspective, différentes études sur la cohabitation interethnique réalisées surtout en France et au Québec se sont penchées sur les modalités par lesquelles se

négoce la coexistence entre différents groupes définis au moins partiellement en fonction de critères culturels. Ces modalités se composent de transactions interculturelles moins désirées en elles-mêmes que résultant de la négociation d'enjeux liés au partage d'un espace, physique et/ou symbolique, impliquant à la fois les immigrants et les natifs, les résidents de longue date et ceux d'arrivée plus récente, les individus et les groupes, structurés ou non. Quelques constats et réflexions découlant de ces travaux sur la cohabitation interethnique s'avèrent utiles pour notre propre démarche de recherche.

1.3.1 La cohabitation interethnique : constats et acquis

1.3.1.1 La cohabitation comme régime de proximité et de distance

Parler de ségrégation ou différenciation spatiale revient toujours à parler de distance et, comme le souligne R. Park, « l'espace n'est pas le seul obstacle à la communication et la distance sociale n'est pas toujours mesurable de façon adéquate en termes purement physiques » (1926). Grafmeyer (1999), à la suite de M. Weber, définit deux grands vecteurs de différenciation sociale : un premier vecteur se fonde sur la distance sociale au sens propre, qui se définit tout d'abord en fonction des places occupées dans la division du travail et des hiérarchies socio-économiques qui en découlent. Un deuxième vecteur de la distance sociale s'attache plutôt à définir l'altérité, qui fait référence à la différence liée à la nationalité, à l'origine géographique ou « ethnique », aux références culturelles, à la religion, etc. L'intersection de ces deux vecteurs de la distance sociale, combinée avec les caractéristiques et les dynamiques propres au milieu, vont donner lieu à des effets de composition parfois inattendus, qui « marquent l'écart entre les logiques qui animent les actions individuelles et celles qui découlent de l'interdépendance de ces actions » (1999 : 159). Parce qu'elle opère sur le plan horizontal (c'est-à-dire entre individus ou groupes non définis en fonction d'une hiérarchie), l'altérité exprime une distance plus importante que celle qui sépare les différents degrés des statuts sociaux : « la répulsion ethnique se cramponne à toutes les différences imaginables en matière de "convenances" et, en fait, de conventions ethniques » (ibid.).

La distance spatiale peut aussi prendre plusieurs formes, selon qu'il s'agisse d'espaces privés (le logement, par exemple), semi-privés (ruelles, paliers d'escalier, commerces, etc.) ou publics (la rue, places publiques, etc.). Aussi la manière dont s'y conjuguent ces différents vecteurs de distance sociale et spatiale vont-ils donner lieu à des enjeux de nature différente. Par exemple, comme l'ont montré les travaux devenus classiques de Chamboredon et Lemaire (1970) et de M. Pinçon (1981) sur la cohabitation dans le logement social, la proximité physique combinée à de forts contrastes sociaux engendre la marginalisation, voire l'exclusion des couches sociales dites inférieures. Au Québec, une enquête de Dansereau, Séguin et Leblanc (1995) sur la cohabitation interethnique dans le logement social révèle aussi les difficultés de partage des espaces privés et semi-privés par des groupes dont le statut socio-économique est similaire mais qui se définissant surtout en fonction de l'altérité. Dans ce type de situation, Séguin (1997) constate que la différenciation ethnique ou raciale organise les représentations du réel malgré que les différences observées relèvent, du moins en partie, d'autres dimensions, dont celles associées aux différences de génération et dans les types de ménages. Par ailleurs, dans la mesure où les locataires en HLM au Québec ont très peu de choix quant à l'unité qui leur est offerte, la captivité relative de ces situations peut davantage exacerber les frictions. Même en situation de mobilité (et donc de choix), les différences liées à l'altérité sont nettement plus faciles à gérer lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'écarts socio-économiques importants, comme le font remarquer Robson et Butler (2001) au sujet du discours des gentrificateurs sur la diversité. Autrement dit, en tant qu'espace de proximité, l'espace résidentiel s'accommode plutôt mal de la distance sociale.

À d'autres échelles, comme celle de l'espace public, la cohabitation des différences s'effectue le plus souvent à partir d'une mise à distance plus ou moins grande de l'Autre. Mais la distance, dans une perspective de relations intergroupes, n'équivaut pas nécessairement au rejet de l'autre ou au repli sur soi. En fait, la distance, sous certaines modalités, est condition de communication et d'élargissement progressif de zones d'échange et de coopération. La distance peut ainsi agir comme mécanisme de régulation sociale permettant de développer des échanges intergroupes sans que cela n'implique la négation de l'identité d'origine, comme cela est prôné par les théories de l'homogénéisation intégrative (Remy, 1990). Il peut s'agir de distance concrète, comme par exemple dans le cas du repli des individus ou des groupes sur l'espace privé du

logement, ou d'une mise à distance psychique, qui renvoie notamment à la réserve mentale évoquée par G. Simmel pour expliquer le maintien des distances entre étrangers dans la métropole moderne. Germain et al. (1995) dans une vaste enquête sur sept quartiers multiethniques montréalais, constatent aussi que la cohabitation pacifique mais distante qui constitue le *modus vivendi* dans la majorité de ces quartiers s'appuie sur le maintien d'un certain quant-à-soi, d'une mise à distance qui permet de minimiser les frictions. P. Simon (1997) explique aussi que, à l'instar du modèle de la mosaïque mis de l'avant par l'École de Chicago, le morcellement de l'espace urbain par le biais de l'appropriation plus ou moins exclusive par des groupes ethniques peut en fait servir de mode de régulation des conflits interethniques. Dans ce contexte, les frictions sont minimisées par le biais d'une utilisation de l'espace urbain qui respecte les partitions communautaires.

Comme le rappelle Jean Remy (1990), la ville peut ainsi être appréhendée comme la composition à différentes échelles de lieux de séparation et de lieux d'intégration; elle se présente ainsi comme un assemblage complexe de territorialités diverses. Piette (1990) propose à cet effet que les espaces urbains puissent faire l'objet de différents degrés d'appropriation, qui conditionnent le potentiel de contact pouvant avoir lieu dans ces espaces : l'interstice plein, associé au quartier fondateur, propose que l'on soit chez soi tout en acceptant la présence de l'autre à une certaine distance; l'interstice vide, où l'on est ni chez l'un, ni chez l'autre; l'interstice transparent, enfin, qui se présente comme espace de pleine traduction et de transposition entre différents codes culturels, et où on est tous chez soi, au même titre les uns que les autres. Pour Piette, c'est ce dernier type qui se présente comme espace d'interconnexion et d'interface entre plusieurs cultures. Parallèlement, Remy (1990) évoque également des espaces qui se présentent sous forme de lisière, c'est-à-dire comme des espaces transitoires qui permettent l'hybridation. Ces espaces de traduction entre les cultures peuvent se présenter à différentes échelles spatiales, du bout de rue au bistrot de quartier, en passant par le centre-ville.

Germain et al. (1995) poursuivent cette réflexion en proposant que les espaces interstitiels ont un rôle à jouer dans la cohabitation interethnique, dans la mesure où ils peuvent agir comme espaces tampons entre d'autres espaces d'appropriation plus exclusive. Le plus souvent, la fréquentation de ces lieux se fait de façon libre et le type

d'interaction qu'y s'y déroule n'implique pas nécessairement un contact développé entre citoyens d'origines différentes. Cette co-présence peut fournir un contexte de base pour l'appropriation des différences tout en maintenant ses distances. J. Remy (1990) y fait référence lorsqu'il évoque le paradoxe de l'inconséquence: certains types d'espaces vont ainsi permettre la traduction des codes culturels de la vie sociale des uns et des autres et ce, de manière relativement indifférente à la distance culturelle. En effet, ces espaces se situent à l'extérieur des hiérarchies de statuts et des rapports de force qui qualifient la structuration urbaine : ici la relation est interindividuelle et déconnectée par rapport aux enjeux intergroupes plus larges. Ces espaces ne sont pas entièrement neutres, mais ils reflètent des territorialités que Remy qualifie d'ouvertes à d'autres formes d'appartenance micro-locales et transitoires. Aussi ces lieux peuvent-ils être d'autant plus importants que les rencontres qui s'y déroulent sont sans conséquence sur les grands enjeux de la vie sociale.

1.3.1.2 Visibilité urbaine et territorialisation communautaire

La territorialisation d'un groupe ethnique dans l'espace urbain passe le plus souvent par l'appropriation plus ou moins exclusive de certains espaces, qu'ils soient privés, semi-privés ou publics. Cette appropriation peut s'effectuer de manière plus ou moins visible et de manière plus ou moins permanente, selon le cas. Il peut s'agir par exemple du regroupement résidentiel des membres d'un groupe culturel à l'échelle du voisinage, et de l'expression de l'identité collective par le biais d'aménagements caractéristiques, tels que l'affichage d'icônes religieuses chez les Portugais montréalais, par exemple (Gagnon et Germain, 1999). L'armature commerciale d'un groupe est également révélatrice de sa présence, et ses commerces peuvent agir à la fois comme marqueur symboliques pour ce groupe (Raulin, 1996), comme ressource symbolique pour l'ensemble de la population locale (par exemple dans le cas de quartiers cosmopolites, de Rudder, 1984), et comme espace de médiation entre celui-ci et les membres d'autres groupes (Simon, 1992). Mais l'appropriation de l'espace peut aussi s'effectuer de manière plus éphémère; dans le quartier de Belleville étudié par P. Simon (1992), la présence des membres d'un groupe dans les espaces publics et semi-publics du quartier, rendue visible par les caractéristiques de leur vêtements, de la langue parlée, etc., peut également servir à affirmer l'appropriation symbolique du lieu.

Dans certains cas, la visibilité d'un groupe dans l'espace urbain se présente comme faisant partie d'une stratégie d'investissement symbolique, comme par exemple dans le cas du quartier « chinois » parisien étudié par De Rudder et ses collaboratrices (1984). Pour ceux-ci, la visibilité des commerces et des structures communautaires participe de l'enracinement de la communauté dans l'espace local et témoigne de la permanence de leur migration. À l'inverse, pour la communauté espagnole du XVI^e arrondissement, l'invisibilité traduit plutôt une forme d'éphémère de la présence du groupe, dont l'identification se fait encore en fonction du pays d'origine. Lorsqu'elle se double d'une fermeture du groupe à la communauté extérieure, cette invisibilité contribue au développement d'une situation de parallélisme des vies sociales caractérisée par l'absence de contacts. L'invisibilité peut aussi faire partie d'une stratégie de gestion de conflits, comme c'est le cas par exemple de certaines communautés musulmanes à Londres, où les lieux de culte et les structures communautaires du groupe s'insèrent de manière délibérément discrète dans l'espace urbain (Eade, 1996).

Le jeu entre visibilité/invisibilité peut s'inscrire dans le cadre d'une stratégie de mise à distance de l'Autre, particulièrement lorsqu'il se combine avec le mode de structuration communautaire d'un groupe minoritaire. Par exemple, Guillon et Taboada-Leonnetti (1986) expliquent que dans le cas de la communauté asiatique du quartier Porte de Choisy à Paris, la visibilité marquée de la présence asiatique de même que le peu de communication avec la communauté extérieure suscitent une réaction négative de la part de certains autres résidents locaux : « Le fait que les Asiatiques forment là une minorité fortement structurée est moins perçu comme une menace que comme une exclusion sociale. Les stéréotypes sur le « secret », le silence, voire le mystère par lesquels les Asiatiques masqueraient leur propre vie sociale renforcent, dans l'imaginaire, ces sentiments d'impuissance et d'exclusion. » (De Rudder, 1984 : p. 54). Comme nous le verrons au chapitre 3, Il est sans doute plus précis de dire que, dans la plupart des cas, le sentiment d'envahissement et de menace accompagne celui de l'exclusion sociale, particulièrement lorsque la compétition entre les groupes impliqués se joue dans l'espace résidentiel. C'est le cas notamment dans les banlieues bien nanties de Vancouver qui accueillent depuis la dernière décennie bon nombre d'immigrants de Hong Kong et dont la taille et le style des résidences donne lieu à des controverses.

Lorsque la visibilité et le marquage ethnique se double plutôt d'une structuration ouverte, appuyée par une certaine interpénétration des réseaux sociaux, on assiste à la création d'une interface, d'un espace interstitiel où peuvent se développer des nouvelles formes de rapport à l'Autre. En revenant sur le cas du quartier Porte de Choisy, Taboada-Leonnetti (1984) montre comment certains individus arrivent dans le cadre de la vie associative à jouer des rôles d'intermédiaire entre les communautés asiatiques et française : Vietnamiens « francisés », « anciens » et rapatriés d'Indochine, etc. Dans le quartier d'Aligre étudié par De Rudder (1984), les rapports de classe, tout comme les rapports interethniques, sont multiples et entrecroisés entre différents groupes : « l'importance extrême de l'artisanat et, plus encore, du commerce, dans ce secteur, donne aux rapports d'échange (achat/vente) un rôle structurant pour l'ensemble des rapports sociaux, et favorise l'interpénétration des réseaux ». À Londres, Eade (1996) explique comment les associations immigrantes bangladaises séculières avaient réussi à former des alliances sectorielles avec des organisations « natives » blanches en tablant sur les facteurs communs aux deux groupes, notamment en termes de classe sociale. Les transformations subséquentes de la scène politique locale ont ensuite permis l'émergence de nouveaux leaders ethnoreligieux, articulant les revendications non plus en termes de classe ou d'origine nationale, mais en termes d'une communauté musulmane supra-nationale. Cette situation a ainsi rompu les liens entre les organismes séculiers et ethnoreligieux, donnant lieu à des clivages et à des conflits au sujet, notamment, de l'aménagement des mosquées.

Pour Jean Remy (1990) la visibilité d'un lieu, en partie déterminée par la multiplicité des passages obligés qu'il comprend, peut contribuer à amplifier les enjeux lorsqu'il est question de son occupation par des groupes aux statuts sociaux différents. Parce que ceux qui ont la légitimité dans ce lieu se sentent désappropriés, les réactions risquent d'entraîner la mise à distance et le rejet, qui sont peu favorables au développement d'une cohabitation harmonieuse. Celle-ci a plus de chances de prendre racine dans les contacts qui se développent dans des espaces qualifiés d'une relative discrétion et dotés d'une légitimité moyenne. En fonction des hiérarchies de statuts sociaux auxquels nous avons fait référence plus tôt, il y a donc des règles à respecter dans la manière d'occuper collectivement l'espace.

1.3.1.3 La cohabitation comme ordre social local

Une des réalisations les plus intéressantes de ce courant de recherche est d'avoir jeté les bases d'une réflexion sur le rapport entre les modes d'insertion urbaine des immigrants et des groupes ethniques et les modalités de cohabitation intergroupe. Aussi ces études ont-elles mis en relief la variété et l'hétérogénéité des configurations socio-spatiales contribuant plus ou moins directement à l'émergence d'autant de modèles locaux d'intégration socio-spatiale. Dans cette perspective, l'appropriation et le marquage des espaces urbains par les différents groupes participent à l'élaboration d'un régime de proximité-distance avec l'Autre qui peut favoriser (ou au contraire, inhiber) la communication interculturelle.

Cette idée rejoint la réflexion sur la mise en place d'un ordre social dans le quartier parisien de Belleville étudié par P. Simon (1997). Cet ordre social local (le terme est repris des travaux de G. Suttles sur les *slums* américains de 1968), est composé de « règles, normes, de valeurs qui permettent de gérer la coexistence, sur le même espace, de groupes sociaux distincts entretenant des rapports de complémentarité et d'exclusion ». S'appuyant sur un dénominateur commun à tous les groupes, soit le partage d'un espace urbain spécifique, cet ordre social local suppose la régulation des confrontations par le biais de l'aménagement des usages du quartier. Le morcellement du quartier en micro-territoires appropriés et marqués par différents groupes et le respect des partitions communautaires par l'ensemble des acteurs sociaux, contribuent ainsi au maintien des spécificités culturelles et à la régulation des conflits potentiels.

Le partage de l'espace physique (urbain) constitue donc une dimension centrale de cet ordre social local; toutefois, Simon (1997) en identifie aussi deux autres, soit l'espace politique et associatif, et l'ordre symbolique de la mémoire collective. L'équilibre entre les différents groupes bellevillois repose ainsi sur le partage de ces ressources collectives; c'est dire qu'aucun groupe ne peut dominer ces trois registres, et que le degré d'expression de la présence d'un groupe dans l'une ou l'autre de ces dimensions doit s'équilibrer avec celle des autres. Mais le modèle d'intégration propre au quartier de Belleville se présente comme un cas particulier, en partie parce qu'il s'agit d'un quartier multiethnique. A. Germain et al. (1995) avaient aussi noté dans le cas des

quartiers multiethniques montréalais que l'absence de domination de la part d'un ou deux groupes facilite généralement les relations de cohabitation interethnique. Dans certains de ces quartiers, le fait d'être tous minoritaires semble contribuer à une forme de confort culturel où chacun trouve sa place.

Dans le cas de Belleville, le maintien d'un ordre social local débouche aussi sur l'émergence d'un modèle d'intégration spécifique, qui se situe en décalage avec les modèles d'intégration mis de l'avant à l'échelle nationale. En effet, le modèle d'intégration républicain français se fonde sur une distinction entre la sphère privée, dans laquelle les particularismes peuvent se maintenir s'ils ne sont pas contraire aux valeurs fondamentales de la République, et la sphère du public, où la neutralité s'impose; ceci implique un ajustement des comportements publics aux normes de la société dite d'accueil et l'invisibilisation des spécificités. Nous avons vu que, au contraire, à Belleville, ces spécificités ne sont pas niées, mais sont au contraire mises en scène et participent activement à la constitution de l'ordre social local. Par ailleurs, l'intégration bellevilloise comporte aussi un volet symbolique, dans la mesure où l'immigration et la diversité culturelle ont dû être intégrées à la mémoire collective du quartier, le *mythe* de Belleville. Ce rattachement à l'histoire du quartier permet de créer l'*autochtonie* des immigrants, et donc de légitimer leur présence et leur incorporation dans l'image symbolique du quartier. Aussi ce processus contribue-t-il à diminuer les conflits, en ce sens que les tensions interethniques ne peuvent se structurer autour d'une revendication de l'exclusion de l'Autre, puisque l'Autre appartient au quartier tout autant que soi.

Jean Remy (1990 : 91) conçoit pour sa part que la régulation du social dans les sociétés multiethniques se fonde sur un code de civilité développé dans les villes européennes du Moyen-Âge, en vertu duquel, dans les espaces partagés, « les contacts et les échanges supposaient, du moins au départ, des normes minimales de coexistence, souvent garanties par des règles plus formalisées et quelquefois coulées en termes juridiques ». Ces espaces partagés sont aussi des lieux où le regard réciproque de l'Autre permet à certaines pratiques collectives de prendre sens, par exemple la mise en scène des différences pour manifester ou revendiquer son altérité. Ces formes de communication non verbales permettent ainsi l'expression « des confrontations qui

s'expriment d'autant mieux qu'elles sont occasionnelles et sans conséquences, qui peuvent se répéter et s'améliorer par essai et erreur ».

C'est que, comme le concluent la plupart des auteurs évoqués dans cette section, le développement d'un mode local de régulation des différences est un processus qui ne peut se mettre en place que progressivement, à force de tâtonnements et d'ajustements successifs. L'émergence de formes nouvelles de rapport à l'Autre suppose la mise en contact d'individus et de groupes dans des espaces propices à ce type de développement, sans toutefois chercher à tout prix à éviter les conflits. Dans les mots de Jean Remy (1990 : 105), « L'interculturel ne peut être une manière de gommer le conflictuel. Il s'agit au contraire de trouver un mode de régulation des tensions dans une perspective innovatrice. »

Conclusion

En somme, les recherches sur la question de la cohabitation interethnique mettent en évidence la diversité des enjeux et des modalités de la coexistence en milieu urbain (Grafmeyer, 1999). Il faut par ailleurs garder à l'esprit que la cohabitation interethnique n'est seulement qu'une dimension des rapports sociaux entre les différents groupes qui composent la société urbaine. Dans les mots de V. De Rudder (1984 : 43), « On oublie que la cohabitation n'est jamais que l'ordinaire de la vie collective urbaine, marquée par des rapports de force traversant l'hétérogénéité sociale, et toujours accompagnée d'inclusions et d'exclusions, de collaborations, d'indifférence et de conflits ». Les rapports de cohabitation qui s'établissent entre des groupes différents (définis ethniquement ou non) dépendent d'un grand nombre de variables contextuelles : les inégalités socio-économiques, les différences d'origine, les écarts d'âge, l'ancienneté relative d'installation, le statut d'occupation sont autant de facteurs qui interviennent très inégalement et souvent de façon ambivalente dans la structuration locale des formes de coexistence.

La ville cosmopolite suppose donc l'articulation de territorialités diverses et mouvantes, selon les échelles spatiales, mais aussi en fonction des configurations socio-spatiales propres aux groupes qui composent la société urbaine. Étant donné la nature variable

et parfois imprévisible de ces effets de composition, il est difficile d'envisager isolément les effets d'un seul facteur sur les relations de cohabitation entre différents groupes. Comme le note Grafmeyer (1999 : 191), « le jeu des consensus et des tensions, des alliances et des conflits, des tactiques de mise à distance ou, au contraire, de réduction des distances est non seulement complexe, mais aussi fondamentalement instable. » Cette nuance s'applique d'ailleurs aussi au pouvoir explicatif de la variable « ethnique » dans l'analyse des relations de cohabitation; si certaines situations se prêtent plus facilement (à tort ou à raison) à « l'ethnisation », l'intérêt des études de cohabitation réside justement dans le fait de questionner les stratégies et les enjeux qui sous-tendent ce discours (Dansereau, 1998; de Rudder, 1991; Remy, 1998).